

Visite d'Ousmane Diagana : Renforcement du partenariat entre le Mali et la Banque mondiale

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 1er MARS 2024

1532

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Nouvelle Stratégie de la Réforme du RSS et son Plan d'Actions 2022-2024

Une Session de Formation des Membres de Just Future



Semaine de la Jeunesse contre la Corruption : Sensibilisation des écoliers à la lutte contre la corruption



Dissolution de l'association "KAOURAL RENOUVEAU" : Le Ministre Abdoulaye Maiga assainit l'espace associatif

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

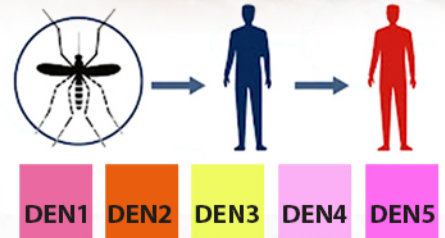


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



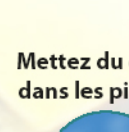
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.16



P.19



P.26



/ Une /

Nouvelle Stratégie de la Réforme du RSS et son Plan d'Actions 2022-2024
Une Session de Formation des Membres de Just Future

P.4

/ Breves /

Visite d'Ousmane Diagana : Renforcement du partenariat entre le Mali et la Banque mondiale
Dissolution de l'association "KAOURAL RENOUVEAU" : Le Ministre Abdoulaye Maiga assainit l'espace associatif
OMC : Les pays africains demandent la suppression des subventions du coton
Enseignement Supérieur : L'AEEM suspendue jusqu'à nouvel ordre

P.14

P.15

P.16

P.17

/ Actualité /

Maison de la presse : Bandiougou Danté réélu pour 3 ans
Affaire garbal de Niamana :
La contestation continue entre les éleveurs et Binta Semega

P.19

P.21

/ Politique /

Semaine de la Jeunesse contre la Corruption : Sensibilisation des écoliers à la lutte contre la corruption
Délégation malienne à Moscou : Consolider la coopération

P.24

P.26

/ Culture & Société /

Rentrée artistique et culturelle de Yamarou photo :
Les arts à la rencontre des couches populaires

P.28

/ International /

Burundi : Soldats détenus pour avoir refusé de combattre le M23 au Congo
Tension meurtrière au Tchad : L'opposant Yaya Dillo assassiné à N'Djamena
Senegal : Un autre pirogue chavire

P.30

P.32

P.33

/ Sport /

Cameroun :
Samuel Eto'o veut porter plainte contre la CAF, les raisons

P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Nouvelle Stratégie de la Réforme du RSS et son Plan d'Actions 2022-2024

Une Session de Formation des Membres de Just Future

Le Mali est confronté à une grave crise multidimensionnelle qui a entraîné une instabilité marquée, réduisant ainsi l'autorité de l'État sur une grande partie de son territoire. Cette situation a favorisé l'émergence de la violence extrémiste, entraînant une diminution des services de

l'État dans de nombreuses régions. Par conséquent, l'accès aux services sociaux de base, à la sécurité et à la justice en a été grandement affecté.

Les femmes et les jeunes, tout comme d'autres communautés, expriment de plus en plus le désir

de participer à la gouvernance sécuritaire afin que leurs besoins spécifiques soient pris en compte dans les politiques sécuritaires. Malheureusement, le paysage sécuritaire du Mali est complexe, marqué par un banditisme en expansion, une rébellion récurrente dans le nord, des conflits



communautaires répétés dans le centre depuis 2018, la présence de multiples groupes armés non étatiques, le tout aggravé par les effets du changement climatique et la question de l'accès sécurisé et de la gestion des ressources naturelles.

La collaboration limitée et le manque de confiance entre les forces de sécurité et la population contribuent en partie à la résurgence des menaces et des attaques de diverses formes. Bien que des réformes profondes soient en cours pour relever les défis sécuritaires, la situation

demeure fragile. Les mécanismes traditionnels de résolution des conflits ont également été perturbés par la détérioration du contexte sécuritaire, certains se ralliant à des groupes armés ou à des extrémistes violents pour des raisons de protection ou de profit.

Par ailleurs, le système judiciaire n'est pas pleinement opérationnel dans tout le pays, en particulier dans les régions du centre et du nord où de nombreux tribunaux sont abandonnés par les magistrats pour des raisons de sécurité. De plus, la répartition inégale du personnel judiciaire accentue les

disparités, avec une concentration importante à Bamako et dans certaines capitales régionales. L'analphabétisme prédominant au sein de la population contribue à une méconnaissance des lois et des procédures judiciaires.

Malgré ces défis, la société civile reste active, bien que confrontée à des difficultés de coordination et à une capacité limitée pour assurer son rôle de surveillance dans la gouvernance démocratique. La situation sécuritaire au Mali demeure donc préoccupante, nécessitant des efforts concertés et durables pour restaurer la stabilité



et renforcer les mécanismes de gouvernance et de sécurité. La situation que vous décrivez met en lumière des problèmes profonds au sein du système politique, notamment l'insuffisance d'attention portée aux droits et aux besoins de l'ensemble de la population, ainsi que l'existence d'inégalités, d'asymétries de pouvoir et d'autres facteurs structurels qui alimentent l'instabilité.

Les Défis Requérant une Réponse Concertée et Efficace

L'alliance entre CORDAID, ASSN, WANEP-MALI, SEARCH et les par-

tenaires locaux joue un rôle crucial en contribuant aux efforts nationaux à travers le programme Just Future. Ce programme vise à améliorer l'accessibilité, la réactivité et la redevabilité des institutions de sécurité et de justice, ainsi que les processus de prise de décision politique et de paix inclusif. La mobilisation de la société civile pour une action collective et un plaidoyer est au cœur de cette démarche, visant à accélérer et à localiser les objectifs de développement durable liés à la paix et à la sécurité dans 6 pays fragiles.

Le processus de réforme du sec-

teur de la sécurité, initié après la crise multidimensionnelle de 2012, se veut légitime, inclusif et participatif, mettant en avant la sécurité humaine avec les citoyens comme acteurs centraux. L'objectif est d'établir une gouvernance partagée de la sécurité, reposant sur une compréhension commune et partagée des rôles et responsabilités des différents acteurs impliqués.

Le Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS), créé en 2016, joue un rôle essentiel en tant qu'organe d'exécution du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS).

Sa mission, telle que définie par le décret n°2016-0401/P-RM du 09 juin 2016, est de garantir l'appropriation nationale du processus de réforme.

Les Résolutions 1325 et 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, adoptées en 2000 et 2015 respectivement, marquent des avancées importantes en matière de paix et de sécurité. La Résolution 1325 sur les Femmes, la Paix et la Sécurité reconnaît l'importance de prendre en compte la dimension genre et les besoins spécifiques des femmes et des filles dans la résolution des conflits et la recherche de la paix. Quant à la Résolution 2250, elle encourage les États membres à favoriser une représentation inclusive des jeunes dans les processus de décision et à développer des mécanismes de prévention et de résolution des conflits en partenariat avec les jeunes.

Ensemble, ces initiatives et réformes visent à promouvoir une gouvernance plus démocratique, inclusive et équitable, tout en renforçant la sécurité, la justice et la paix dans des contextes fragiles et instables. La résolution 2151

(2014) et le Cadre d'Orientation de l'Union Africaine sur la Réforme du Secteur de la Sécurité soulignent l'importance de l'appropriation nationale, de la responsabilité et de l'engagement nationaux dans tout processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS). Il est crucial que tous les acteurs nationaux et parties prenantes, qu'ils soient institutionnels ou non, partagent une vision commune pour garantir le succès de ces efforts. Il est regrettable de constater que malgré ces directives, la participation effective de la société civile, notamment des femmes et des jeunes, reste limitée et peu valorisée au Mali. Cela met en lumière la nécessité de mobiliser des synergies et des acteurs à tous les niveaux pour relever les défis complexes et transversaux en matière de sécurité.

La mise en place de la Stratégie nationale de Réforme du Secteur de la Sécurité et de son plan d'actions 2022-2024 par le Gouvernement est une étape importante dans ce processus. L'organisation d'une Session de renforcement des capacités par le réseau ouest Africain pour l'édification de la paix WANEP-Mali, avec le soutien du Commissariat à la Réforme du Secteur de la

Sécurité (CRSS), est une initiative louable pour sensibiliser et former les membres de l'alliance Just Future sur cette nouvelle stratégie.

Cette session vise à renforcer les capacités des organisations membres du consortium JFA pour qu'elles puissent devenir des acteurs clés dans la gouvernance sécuritaire locale. L'intervention de Mme la Présidente du Conseil d'Administration de WANEP-Mali souligne l'importance cruciale de cette session pour renforcer la sécurité et la stabilité au Mali, en s'appuyant sur la Stratégie Nationale de la Réforme du Secteur de la Sécurité et son Plan d'Actions.

Le programme Just-Future vise à améliorer l'accessibilité, la réactivité et la redevabilité des institutions de sécurité et de justice, ainsi que des processus décisionnels politiques et de paix plus inclusifs. L'implication du représentant du Commissariat à la Sécurité souligne l'importance de cette initiative et encourage WANEP et ses partenaires à continuer à soutenir les actions du gouvernement dans le domaine de la sécurité.

■ **Karamoko B Keita**



SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .

Tchad One

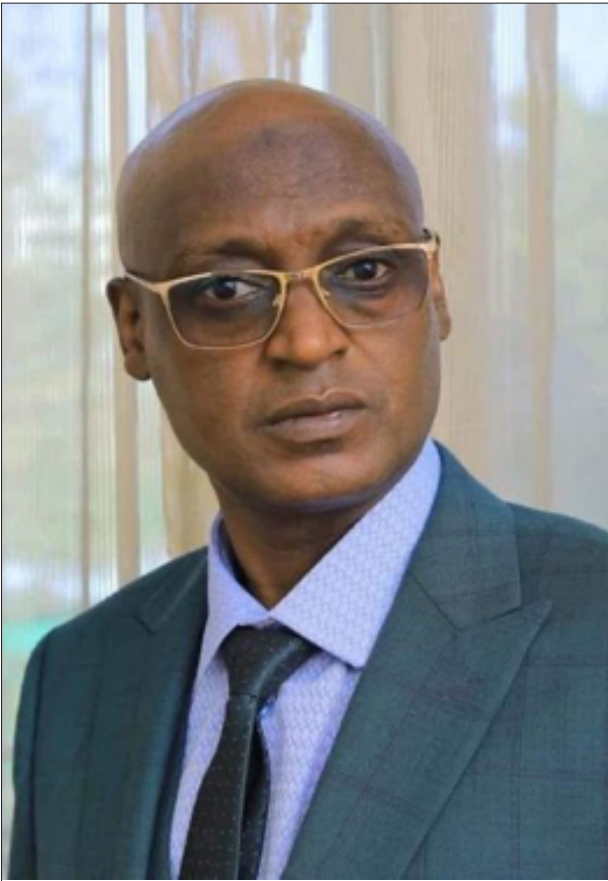


#Tchad : « 3 ans jour pour jour après l'assassinat de sa maman, les bandits au pouvoir viennent lâchement d'exécuter Yaya Dillo. Les mêmes. Pour les mêmes raisons : l'appétit insatiable du pouvoir pour le pouvoir ; un rapport mafieux à l'État et le refus de voir que le Tchad a changé.

Au delà de ta perte, on est meurtri de ne t'avoir pas compris plutôt ; pas assez soutenu. C'est le grand drame de notre pays. Mais ta mort ne sera pas vaine. Tu as fait don de ta vie pour une certaine idée du pays. À jamais.

Adieu grand frère. »

Hommage de Charfadine Galmaye via Twitter (X)



Ammy Baba Cisse



Rendez-vous au palais des Sports ce vendredi pour dire Oui à la sortie de la CEDEAO. C'est le message d'un videoman ici.



AMARA SYLLA officiel · Suivre

2 h · 🌐

La Force de Assimi c'est son peuple sortons demain 14h au palais des sports pour dire au monde entier que nous sommes pour la sortie de la CDEAO et que l'AES est plus que jamais déterminé

Soutien aux éléphants



Christiano Ronaldo: "J'ai visité la Côte d'Ivoire, un endroit que beaucoup sous-estimaient à tort. Croyez-moi, chaque coin de cette terre m'a ébloui avec une beauté que je n'aurais jamais imaginée. Les préjugés se sont évaporés devant la richesse de cette culture authentique qui a conquis mon cœur. C'est une véritable palette de couleurs, de saveurs et de traditions qui m'ont emporté loin au-delà de mes attentes. Malheureusement, les pays voisins semblent ne pas comprendre la splendeur de ce joyau caché. Mais je reste convaincu que la beauté de ce pays saura éclairer leurs regards et dissiper les malentendus"



■ **Moussa Sey Diallo**



(Nous avons fait descendre) un Coran que Nous avons fragmenté, pour que tu le lises lentement aux gens. Et Nous l'avons fait descendre graduellement.

Dis: «Croyez-y ou n'y croyez pas. Ceux à qui la connaissance a été donnée avant cela, lorsqu'on le leur récite, tombent, prosternés, le menton contre terre

et disent: «Gloire à notre Seigneur! La promesse de notre Seigneur est assurément accomplie».

Et ils tombent sur leur menton, pleurant, et cela augmente leur humilité.

V.106/107/108/109 S.17 Al-Isra (Le voyage nocturne)



■ **Festival Nangnerki**



#Nangnerki #5 : Retour en images sur la deuxième soirée de restitution du programme « Production et renforcement de capacités des artistes traditionnels sur la scène », un projet de l'association culturelle Nangnerki et l'agence Kass-Facom soutenu par le FONDS MAAYA et le Réseau Kya .

Cette deuxième soirée marquée par les rythmes endiablés de balafon et de Kamalen N'goni a été animée par Youssouf Gossogo et Hamidou Keïta

Ce programme vise à professionnaliser les artistes traditionnels de la région de Sikasso en leur fournissant des outils nécessaires leur permettant de s'adapter aux grandes scènes et de pouvoir vendre leur savoir-faire. Elle promet de surcroît les musiques du terroir.

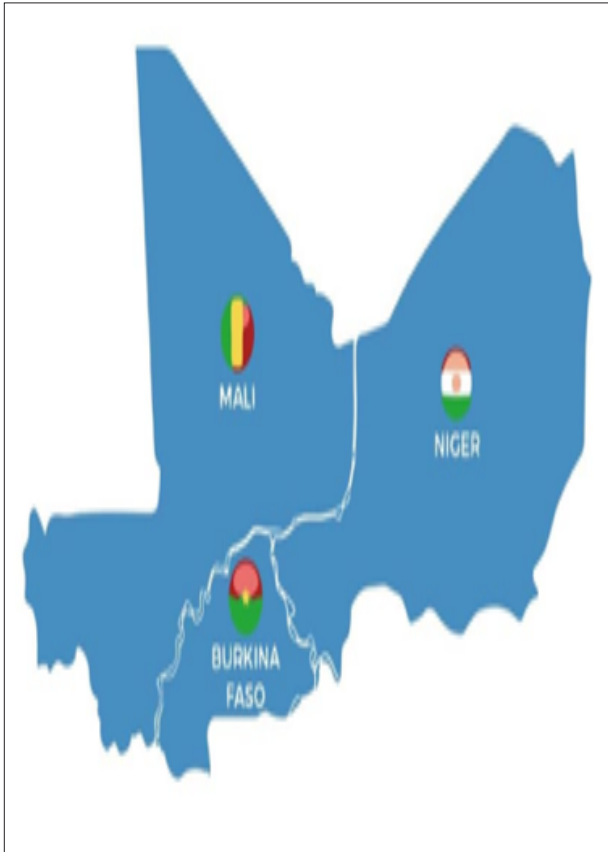


LUXEW



Ils ont des ports et l'AES a son espace aérien. Les vols en provenance de l'Europe n'a pas d'autres choix que de survoler son espace [moins de temps de vol et plus de bénéfices].

Chacun a ces atouts. vive L'AES



Macky Sall



@Macky_Sall

C'est avec une profonde tristesse que j'exprime ma compassion et ma solidarité, suite au tragique chavirement d'une pirogue au large de Saint Louis, ayant coûté la vie à une vingtaine de migrants. En ces moments difficiles, nos pensées et nos prières accompagnent les familles et proches des victimes. Les autorités compétentes sont mobilisées pour leur apporter soutien et assistance. Que les âmes des défunts reposent en paix!

Larmes des pauvres



@Ocisse691

L'armée nationale de la république populaire d'Algérie a mené des exercices d'envergure à sa frontière avec le Mali des exercices supervisés par le chef d'état-major général de l'ANRA.



Abdoul MBAYE



@AbdoulMBAYE2019

Binationalité et rétroactivité. Mes chers compatriotes, mettons moins d'émotion dans nos appréciations de situations politiques. La jurisprudence établie par le Considérant 89 de la Décision N°2/2/2024 du Conseil constitutionnel qui a fait tant de bruit pourrait conduire demain à accepter comme candidat un citoyen

« exclusivement sénégalais » au moment du dépôt de son dossier, mais ayant acquis une seconde nationalité avant la Décision du Conseil constitutionnel établissant la liste définitive des candidats. Le Conseil constitutionnel violerait ainsi l'article 31 de notre Constitution par application de sa propre jurisprudence... Face à un adversaire ou à un allié, il existe une « politique autrement » compatible avec la rationalité et la justice.

■ ASSADEK AG HAMAHADY



@ASSADEK

L'Algérie a mené un exercice militaire d'envergure à la frontière avec le Mali L'armée algérienne a mené mardi 27 février un « exercice tactique » de grande ampleur à la frontière avec le Mali. Il a été supervisé par le chef d'état-major de l'armée nationale en personne, le Général Saïd Chanegriha. Cet exercice, qui intervient dans un contexte de fortes tensions avec le pays voisin, a aussi valeur de message adressé aux autorités maliennes de transition. Afrique Europe Amériques France Moyen-Orient Asie-Pacifique Retour à l'accueil / Afrique L'Algérie a mené un exercice militaire d'envergure à la frontière avec le Mali L'armée algérienne a mené mardi 27 février un « exercice tactique » de grande ampleur à la frontière avec le Mali. Il a été supervisé par le chef d'état-major de l'armée nationale en personne, le Général Saïd Chanegriha. Cet exercice, qui intervient dans un contexte de fortes tensions avec le pays voisin, a aussi valeur de message adressé aux autorités maliennes de transition. Publié le : 28/02/2024 - 23:00 2 mn [Image d'illustration] Des soldats algériens. [Image d'illustration] Des soldats algériens. AP Par : David Baché PUBLICITÉ L'exercice s'est déroulé dans le secteur de Bordj Badji Mokhtar, une zone désertique traversée par un massif montagneux qui a donné son nom à la simulation : « Tempête du Hoggar 2024 ». Les militaires ont mené, selon les détails fournis par le ministère algérien de la Défense, des actions de combat à balles réelles, une opération de débarquement aérien menée par des forces spéciales hélicoptérées, ou encore une opération de parachutage « dans la profondeur des défenses [...] d'un ennemi non-conventionnel ». À quelques kilomètres, de l'autre côté de la frontière malienne, le Jnim [Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans] lié à al-Qaïda est particulièrement actif. « Démonstration de force » Mais il n'y a pas que les jihadistes qui inquiètent l'Algérie. Ces derniers mois, l'ar-

mée malienne et ses supplétifs du groupe russe Wagner mènent aussi des actions régulières à la frontière algérienne, y compris, récemment, des tirs de drones, dans le cadre d'opérations dites « antiterroristes ». Cet exercice constitue-t-il une forme de mise en garde ? « C'est une démonstration de force », répond un chercheur algérien ayant requis l'anonymat. Selon ce spécialiste des questions de défense, l'ampleur et la médiatisation de cet exercice ne sont « pas habituels ». « Lorsque l'armée fait cela, c'est pour adresser un message, analyse encore cet expert, on l'a vu par le passé avec la Libye. C'est une manière de dire au Mali : "on est là et on est forts". » « Relations tendues » La presse algérienne, qui a largement relayé cet exercice, n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler les « relations tendues » qu'entretiennent actuellement Alger et Bamako. Fin janvier, les autorités maliennes de transition ont accusé l'Algérie « d'actes inamicaux », d'« hostilité » et d'« ingérence ». C'était lors de l'annonce mettant officiellement fin à l'accord de paix conclu en 2015 avec les rebelles du Nord, sous l'égide de l'Algérie. Les autorités maliennes de transition ont récemment été très irritées des séjours à Alger de représentants de ces groupes armés rebelles ou encore de l'imam malien Mahmoud Dicko, devenu une figure de l'opposition aux colonels qui ont pris le pouvoir à Bamako. « L'Algérie essaie de reprendre contact avec le Mali, poursuit le même chercheur, donc ce n'est pas un acte d'hostilité, mais ce n'est pas anodin : c'est à mi-chemin. »

■ ibrahim



@sysawne

La situation de l'énergie du #Mali devient catastrophique. Il est urgent de trouver une solution.

■ Tiéoulé Mamadou Konaté



@NexusNexis

Enfn libre ! J'en connais un qui aura désormais à s tout le loisir de passer ses vacances à Vladivostok et d'investir dans un bel appartement avec vue sur la mer à Sotchi: le rêve. Lorsque l'on se refuse à la cohérence, il arrive parfois qu'elle finisse par s'imposer d'elle-même.

COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024
La Direction Générale

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Visite d'Ousmane Diagana : Renforcement du partenariat entre le Mali et la Banque mondiale

Le vice-président de la Banque mondiale pour la région Afrique de l'Ouest et du Centre, Ousmane Diagana, a effectué une visite au Mali du 18 au 21 février 2024 dans le but de consolider le partenariat entre le Mali et l'institution financière de Bretton Woods. Au cours de son séjour, M. Diagana a rencontré les plus hautes autorités du pays, y compris le Président de la Transition, pour discuter des enjeux de développement du Mali.

En plus de ces rencontres politiques, le vice-président de la Banque mondiale a également échangé avec le secteur privé, la société civile et a visité des projets financés par l'institution. Ces multiples interactions lui ont permis d'évaluer les défis auxquels le Mali est confronté et d'identifier les domaines dans lesquels la Banque mon-

diale peut apporter son soutien.

Il est important de souligner que le Groupe Banque mondiale demeure un partenaire clé dans le soutien au développement du Mali, notamment en ce qui concerne la réduction de la fragilité, des conflits et de la violence, le renforcement du capital humain et la lutte contre le changement climatique. Actuellement, le groupe gère un portefeuille de 24 opérations au Mali, pour un engagement financier total de 1,8 milliard de dollars, soit environ 1 088 milliards de F CFA. Les principaux secteurs couverts par ces opérations sont l'énergie (27,5 %), l'agriculture (23,7 %) et l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets (11,7 %).

La visite d'Ousmane Diagana a donc permis de renforcer les liens entre le Mali et la Banque mondiale, soulignant l'engagement continu de l'institution à soutenir le développement économique et social du pays.

Fatou Sissoko



Dissolution de l'association "KAOURAL RENOUEAU":

Le Ministre Abdoulaye Maiga assainit l'espace associatif

Le Colonel Docteur Abdoulaye Maiga, Ministre d'État, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, a annoncé la dissolution de l'association nommée « Kaoural Renouveau ». Cette décision fait suite aux agissements jugés subversifs de l'association, en conformité avec l'article 13 de la Loi n°04-038 du 5 août 2004 relative aux associations.

Depuis un certain temps, l'association « Kaoural Renouveau », dirigée par El Hadj Oumar Abdou Touré, a suscité des controverses par ses prises de parole médiatiques. Son président a été accusé de diffuser des propos diffamatoires et subversifs à l'encontre des autorités de la Transition. Ces déclarations, largement relayées sur les réseaux sociaux, semblaient viser à déstabiliser les autorités en place et à semer le trouble dans l'ordre public.

Un élément clé ayant motivé la dissolution est la déclaration du Président de l'association en date du 10 août 2023, annonçant que l'association avait désormais une dimension internationale. Cette évolution ne respecte pas les dispositions légales régissant les associations au Mali, ce qui constitue une irrégularité dans les activités de l'association.

Par ailleurs, il a été relevé que depuis l'obtention de son agrément, l'association « Kaoural Renouveau » n'a jamais informé le Gouverneur du District de Bamako de ses activités ou des changements survenus au niveau de ses statuts ou de sa direction. Ces manquements, contraires à la réglementation sur les associations, ont renforcé la décision gouvernementale de mettre un terme aux activités de l'association.

Le Ministre Abdoulaye Maiga a souligné que cette dissolution était une mesure nécessaire pour préserver l'ordre public et veiller au respect des lois encadrant les associations au Mali. Il a également appelé au respect des règles établies et a assuré que le gouvernement restera ferme face à toute entité cherchant à perturber la stabilité et l'unité nationales.

Arouna Sidibé



OMC:**Les pays africains demandent la suppression des subventions du coton**

Les principaux pays producteurs de coton dénommés C-4 (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) affirment que les subventions accordées aux pays industrialisés ont une répercussion sur les prix dans leur pays, rapporte le site d'information tr-afrika.com.

Les pays africains producteurs de coton demandent à l'OMC de trouver une solution à la «distorsion» du commerce du coton causé par les pays industrialisés.

Cet appel est intervenu à la veille de la réunion ministérielle de l'OMC qui s'est ouverte lundi dernier à Abou Dhabi.

«Depuis 20 ans, les distorsions causées au commerce du coton continuent de compromettre la vie de millions de producteurs de coton en Afrique », a déclaré le ministre tchadien de l'industrie et du commerce, Ahmat Abdelkerim, lors d'une conférence de presse tenue dimanche à Abou Dhabi au nom du C-4.

Le C-4 a également appelé à des réparations pour les dommages causés jusqu'à présent. Il souhaite que la question du coton soit retirée du dossier agricole afin de

faire avancer les discussions.

La Côte d'Ivoire et le C-4 ont soumis un projet de décision sur le coton à l'Organisation mondiale du commerce pour étude lors de la conférence qui s'ouvre lundi aux Émirats arabes unis.

Mais le ministre tchadien a estimé que ce projet de décision «n'a pas été pris en compte» alors que le coton est important «non seulement pour la création d'emplois, mais aussi pour la sécurité alimentaire».

«Il contribuera énormément à la paix en Afrique », a-t-il ajouté.

Le secteur du coton emploie plus de 20 millions de personnes dans le C-4 et représente 2 milliards de dollars, selon Ibrahim Malloum, représentant tchadien chargé des questions commerciales.

«Il s'agit d'une question d'équité et de justice économique», a ajouté le ministre malien de l'industrie et du commerce, Moussa Alassane Diallo, lors de la même conférence de presse.

Il est peu probable que la question agricole progresse lors de la réunion de l'OMC, car plusieurs pays s'opposent farouchement aux mesures proposées, craignant qu'elles ne perturbent les marchés alimentaires mondiaux.

Par Abdoulaye OUATTARA

INFO MATIN



Enseignement Supérieur L'AEEM suspendue jusqu'à nouvel ordre

Les activités de l'Association des élèves et étudiants du Mali AEEM sont arrêtées jusqu'à nouvel ordre dans l'espace universitaire. La décision du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique est tombée ce jeudi 29 février.

Cette suspension fait suite aux affrontements violents avec des armes survenus ce mercredi 28 février sur le campus de Badalabougou. Des altercations qui se sont soldées par « la mort d'un étudiant et plusieurs blessés graves », selon le communiqué du ministère de l'enseignement supérieur.

Ces genres de pratique affectent dangereusement l'espace universitaire et compromettent « la sécurité » de tous ces acteurs peut-on lire dans le document. Le ministère promet que de tels actes sanglants ne resteront pas impunis et des dispositions seront prises pour la pacification de l'espace universitaire.

L'espace universitaire devenu un champ de bataille

Il faut rappeler que depuis plusieurs années, les facultés et instituts de l'espace universitaire sont devenus des champs de bataille entre les étudiants pour les postes de responsabilité au sein de l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM). Aucune université n'est épargnée par ces actes de violences.

Pour rappel, à la veille d'un congrès de l'AEEM en 2020, une descente de la police sur la colline de Badalabougou a permis de saisir plusieurs armes. Il s'agit entre autres des pistolets artisanaux, des machettes, des couteaux, des marteaux, des gourdins, des barres de fer, des ciseaux ou encore des lance-pierres.

Des mesures s'imposent

Cette décision est regrettable mais elle est bien fondée ». Ces propos sont de Oumar Boncana Maïga membre fondateur de l'amical des anciens militants et sympathisants de l'union nationale des élèves et étudiants du Mali AMSUNEEM. Pour bannir la violence dans l'espace universitaire, il propose de ramener les critères de sélection des responsables estudiantins à l'excellence de l'étudiant et ensuite exclure la gestion des fonds des taches de l'association.

STUDIO TAMANI





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

 **N° VERT 80 00 22**

Maison de la presse : Bandiougou Danté réélu pour 3 ans

La maison de la presse malienne a tenu, hier mardi 27 février 2024, les travaux de sa 12e assemblée générale ordinaire, au siège de l'organisation à Médina-Coura, au cours de laquelle le président sortant, Bandiougou Danté, a succédé à lui-même à la tête du comité de pilotage qui avait été mis en place en janvier 2021. Ce dernier a placé son nouveau mandat sous le signe du rassemblement et de l'efficacité.

Sans surprise, l'ancien patron de l'Union des radios et télévisions libres du Mali, Bandiougou DANTE, a été réélu par ses pairs à la tête d'un bureau consensuel pour un nouveau mandat de 3 ans. Pour son dernier mandat, Bandiougou DANTE sera épaulé par deux vice-présidents ; un rapporteur général, un adjoint et deux trésoriers.

A l'ouverture des travaux, le président DANTE a souligné que son mandat avait été marqué par le renforcement de la gouvernance de la Maison de la Presse, le renforcement de ses infrastructures, l'amélioration du cadre législatif et règlementaire des médias.

« La Maison de la Presse est déterminée à apporter sa contribution à la refondation du Mali et à la réussite de la Transition. La MP a joué un rôle non négligeable dans les travaux de la nouvelle constitution. Aujourd'hui, elle est fortement impliquée dans les travaux du Comité de Pilotage du Dialogue Inter-Maliens », a-t-il déclaré.

Ainsi, au cours des trois dernières années, la Maison de la presse, selon son président, a œuvré pour renforcer la liberté de la Presse, la liberté d'expression et l'accès à l'information.

Pour M. DANTE, la défense de la liberté d'expression demeure la raison d'être de la Maison de la presse. Elle a été faite, dit-il, dans le cadre de la défense des lois de la République et de l'intérêt national.

« C'est avec satisfaction que l'accès à l'information est consacré dans la nouvelle constitution », relève le président.



Aussi, affirme-t-il, des partenariats sont établis avec des écoles de journalisme pour la formation des jeunes. Une convention est signée avec l'ESJC et avec des établissements privés.

Également, des initiatives des femmes de médias ont toujours été

appuyées par la Maison de la Presse.

« Dans nos prises de décision, une place importante est accordée aux questions genres », a-t-il fait savoir.

Par ailleurs, la Maison de la presse a créé un partenariat dynamique, efficace et efficient entre la Presse et

les organisations de la société civile, entre la Presse et les acteurs de la justice, entre la Presse et la classe politique.

C'est à ce titre que des journées Justice-Presses sont instaurées entre la Maison de la Presse et le Département de la Justice ; un cadre de discussion avec les acteurs politiques et de la société civile est également créé.

Malgré ces avancées notables, il s'est dit conscient que des défis restent encore à relever pour permettre à la Maison de la presse et à ses membres de jouer pleinement leur rôle d'information, d'éducation et de divertissement, pour participer à l'éclosion du nouveau malien.

Parlant des difficultés, il a évoqué la lenteur dans l'adoption de certains projets de textes, notamment : le Projet de loi portant régime de la Presse et délits de Presse ; Projet de loi régissant l'accès à l'information ; Projet de loi portant modification de la loi N° 02022- 019 du 12 mars 2012 relative aux services privés de communication audiovisuelle, les Projets de décret régissant la Presse en ligne.

Autres points non moins important

en souffrance, concernent entre autres le Projet de décret déterminant les conditions d'attribution et de retrait de la carte de Presse des journalistes professionnels ; le Projet de décret déterminant les conditions d'éligibilité, d'attribution et de gestion de l'aide publique à la Presse...

Concernant ce dernier point, relatif à l'aide à la Presse, il est proposé au gouvernement 0,025 % des recettes de l'État à l'aide à la Presse. Ce montant équivaut à 5 milliards de francs CFA d'aide par an. A 0,02%, il correspond à 4 milliards de francs CFA ; à 0,01% il correspond à 2 milliards par an.

« Cette aide indexée au budget de l'État ne dépendra pas de la volonté du Prince du jour ; mais de celle de l'État démocratique. », a dit le président Bandiougou DANTE,

En retour, dit-il, des conditions rigoureuses seront définies pour favoriser la promotion des organes les plus méritants (journaux, radios, télévisions, Presse en ligne).

Il ressort de son propos que dans le cadre de sa politique de refondation, le comité de pilotage a élaboré un projet de manuel qui devra être

adopté lors d'une assemblée générale.

Une fois réélu, Bandiougou DANTE a particulièrement remercié les autorités de la Transition notamment le ministère chargé de la communication et la HAC.

Il a salué également toutes les organisations professionnelles de la presse pour la confiance renouvelée et s'engage à poursuivre les efforts visant à améliorer les conditions de travail et de vie des hommes et femmes de médias.

De son côté, le chef de cabinet du ministre en charge de la communication, Mohamed Ag ALBACHAR, félicitant le président Bandiougou DANTE et son nouveau bureau, s'est réjoui de l'esprit consensuel qui a guidé les travaux. Il a réitéré la disponibilité du département à accompagner la maison de la Presse.

Il a assuré que les plus hautes autorités restent mobiliser pour trouver des solutions appropriées afin de refonder ce « Mali Kura » porté au firmament par des professionnels de l'information rompus à la tâche.

■ Par **Abdoulaye OUATTARA**
INFO MATIN



Affaire garbal de Niamana : La contestation continue entre les éleveurs et Binta Semega

Les responsables de la coopérative des éleveurs et marchands bétails de Niamana (benkadi), ont organisé un point de presse, ce dimanche 25 février 2024, sur l'affaire de garbal qui oppose les éleveurs et une certaine Binta diane Semega pour dénoncer « l'accaparement » d'une partie du plus grand marché de bétail de Bamako par cette dame.

Selon les conférenciers, dans la nuit du samedi 24 au dimanche 25 février 2024, aux environs de vingt-trois heures, elle a fait descendre des chargements de sable, tout en commençant la nuit à faire un soubassement, sous la protection d'une soixante de loubards armés. Des informations démenties par un proche de Binta SEMEGA.

Le principal conférencier était Boubou Digal CISSE, président de la Coopérative des éleveurs et marchands bétails de Niamana, qui avait à côtés plusieurs autres membres du bureau, dont le secrétaire chargé des relations extérieures, Dahirou NIAGADOU ; le secrétaire administration, Modibo Bah ; les vice-présidents, Boubacar Diallo ; d'Ousmane KOITA dit Poker ; et autres personnalités.

En se souvenant des événements douloureux de septembre 2023 qui ont été occasionnés par la même Binta Diane SEMEGA, selon le Président Boubou Digal CISSE, la présence des loubards a semé la panique, la nuit du samedi 24 février dernier au Garbal.

Ce qui a fait que les gardiens ont fui, a-t-il ajouté.

Il a annoncé la disparition de plus de cinquante bœufs recensés dans la nuit du 24 février.

Dans son propos, le Président Boubou Digal Cissé a affirmé être derrière les autorités nationales tout en leur demandant d'agir rapidement pour trouver une solution définitive à cette affaire d'accaparement de Garbal de Niamana qui crée l'insomnie aujourd'hui chez les éleveurs.



Car, selon le Président de Coopérative BENKADI, ce problème qui oppose les éleveurs et Binta Diane SEMEGA n'a que trop duré.

Toutefois, le conférencier Boubou Digal CISSE a dénoncé le dernier

acte posé par la prédatrice foncière, Binta Diane SEMEGA, dans la nuit du 24 février dernier.

« Dans la nuit du 24 au 25 février 2024, vers 23 heures, j'ai été informé par certains membres de la

Coopérative de l'arrivée sur le site d'une soixantaine de loubards accompagnés de manœuvre qui ont creusé des trous de soubassement et fait descendre des chargements de sable sur le site. Aussitôt, j'ai appelé la police qui a procédé à l'arrestation de 23 éléments parmi eux. Nous demandons aux autorités de la Transition, de trouver une solution définitive avant qu'il ne soit trop tard », a expliqué Boubou Digal Cisse, président de la Coopérative.

En somme, le Président Cissé a fait savoir que les membres de son regroupement avaient saisi un huissier de justice, pour constater les actes posés par la plus grande spéculatrice de la capitale, Binta Diane SEMEGA.

Aux dires du Président Boubou Cissé, le site du marché à bétails de Niamana (Niamana Garbal) appartenait aux services des Eaux et forêts. Il a martelé que personne n'oserait venir chercher du bois.

Auparavant, a-t-il fait savoir, le marché à bétails (Garbal) était situé à Faladiè, sur la route de l'Aéroport, sous le régime d'ATT.

A l'occasion de la visite du Président français, Jacques Chirac, au Mali, le 20 octobre 2002, il a été demandé de trouver un autre site pour les marchands et éleveurs.

Le Conférencier Boubou Digal Cissé a révélé que la superficie du site débroussaillé était de 21 ha. Par contre, le vieux Cisse, après déménagement, a indiqué qu'il avait été décidé d'octroyer 8 ha aux mécaniciens et ferrailleurs qui cohabitent avec eux sur le site de Faladiè.

Il a fait savoir qu'en conseil des ministres, cette partie avait été récompensée avec 11 ha dans la zone de Tièguena pour servir de site d'embouche.

Pour sa part, Dahirou NIANGADOU, secrétaire aux relations extérieures a raconté qu'à l'arrivée des loubards, pratiquement tous les gar-

diens de Garbal ayant suivi les événements douloureux de septembre 2023, ont fui, abandonnant tout.

Cependant, Dahirou NIANGADOU prévient que ses membres ne vont pas se laisser faire. Comment une seule personne peut prétendre s'accaparer de la propriété collective de milliers de personnes qu'un Conseil des ministres a attribué ? S'est-il interrogé.

En revanche, un proche de Binta Diane SEMEGA contacté par nos soins, rétorque en faux les accusations, en soulignant que Binta n'a pas envoyé de loubards pour protéger sa propriété.

« C'est pour éviter tout problème qu'elle a décidé de faire ses travaux la nuit. Toute chose que la loi n'est pas contre. En même temps, elle a engagé des forces de l'ordre pour sécuriser son chantier qui est sur sa propriété », a indiqué notre source.

Par **SABABALLO**
INFO MATIN





**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Semaine de la Jeunesse contre la Corruption

Sensibilisation des écoliers à la lutte contre la corruption



Le 24 février 2024, le Président de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI), le Dr Moumine Guindo, a animé une conférence-débat à la Cité des Enfants à Niamakoro, dans le but de sensibiliser les écoliers à la lutte contre la corruption. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre de la 8ème édition de la semaine de la jeunesse contre la corruption, organisée par des organisations de la société civile en partenariat avec le Projet d'appui à la lutte contre la corruption pour et par l'égalité des genres.

La conférence a rassemblé de nombreux élèves venus de différents établissements scolaires du district de la Cité-UNICEF, qui ont suivi les explications avec un vif intérêt. La Présidente de la Communauté des pratiques en matière de lutte contre la corruption, Mme Mariam Diaman Sanogo, était également présente pour soutenir cette initiative louable.

Au cours de cette journée de sensibilisation, les écoliers ont eu l'opportunité d'échanger avec le Dr

Moumine Guindo sur les concepts de la corruption, ses conséquences sur l'avenir des enfants et l'importance d'éviter la fraude sous toutes ses formes. Le président de l'OCLEI a souligné que la corruption équivaut à s'emparer illégalement du plus gros morceau dans un partage collectif, mettant ainsi en lumière les dangers de cette pratique pour la société dans son ensemble.

Mme Mariam Diaman Sanogo a salué l'engagement de l'OCLEI dans la lutte contre la corruption et l'enri-



chissement illicite, soulignant l'importance de sensibiliser la jeunesse à ces enjeux cruciaux. Elle a également mis en avant le thème de la semaine, invitant à une action commune pour lutter efficacement contre la fraude.

L'événement a bénéficié du soutien d'observateurs internationaux venus du Gabon et du Congo, attirés par le modèle malien en matière de lutte contre la corruption. Cette journée de sensibilisation a permis aux écoliers de prendre conscience des enjeux liés à la corruption et de se préparer à respecter le bien public dans leurs futures missions.

Cette conférence-débat a été une occasion précieuse pour sensibiliser les écoliers à la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite, les invitant à devenir des acteurs

engagés dans la construction d'une société plus intègre et transparente.

L'enrichissement illicite constitue un obstacle majeur à la réalisation des services sociaux de base tels que les hôpitaux, les écoles et les routes. Il est donc crucial de lutter contre ce phénomène afin que les ressources de l'État puissent être pleinement utilisées pour l'intérêt public, comme l'a laissé entendre le locuteur.

La simple imposition de sanctions n'est pas suffisante pour lutter contre la corruption.

Actions d'information et de sensibilisation pour lutter contre la corruption

Il est essentiel de mener des actions d'information et de sensibilisation

à tous les niveaux de la société, en mettant particulièrement l'accent sur la jeunesse qui constitue une part significative de la population et incarne l'avenir du pays. Cette approche vise à prévenir la corruption à sa source avant qu'elle ne se propage davantage, soulignant ainsi l'importance de la semaine de la jeunesse contre la corruption organisée au Mali.

En mettant l'accent sur la prévention et la sensibilisation, il est envisageable d'espérer un changement durable dans la lutte contre la corruption, notamment en impliquant la jeunesse qui joue un rôle clé dans la construction d'un avenir meilleur pour la nation.

Ibrahim Sanogo

www.malikile.com

Délégation malienne à Moscou: Consolider la coopération

Le ministre des affaires étrangères de notre pays, Abdoulaye Diop, et son homologue russe, Sergueï Lavrov, se sont réjouis ce mercredi 28 février des résultats satisfaisants de la coopération entre leur deux Etats. En dépit des acquis, ils ont estimé nécessaire de prendre des mesures supplémentaires pour développer davantage les relations économiques et commerciales.

A l'invitation du gouvernement de la Fédération de Russie, une délégation du gouvernement de notre pays, comprenant notamment Abdoulaye DIOP, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, et le Colonel Sadio CAMARA, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, effectue une visite d'amitié et de travail de deux jours à Moscou.

Cette visite s'inscrit en droite ligne de l'ambition des autorités des deux pays de placer leur partenariat stratégique à une dimension dynamique d'échanges politiques réguliers et de coopération diversifiée et mutuellement avantageuse.

Depuis quelques années, le Mali a décidé de rompre avec son partenaire traditionnel et de renforcer sa coopération avec la Russie aux plans sécuritaire, économique, commercial, humanitaire.

Dans le cadre des réunions périodiques de cette coopération, la délégation malienne a été reçue par des responsables russes. À cet effet, le ministre Abdoulaye DIOP a eu un entretien avec son homologue Sergueï LAVROV, suivi d'une conférence de presse hier mercredi 28 février à Moscou.

Rappelant la teneur des réunions tenues entre les responsables maliens et russes, le ministre des Affaires étrangères Russe, Sergueï LAVROV, a indiqué qu'il était paru nécessaire de prendre des mesures supplémentaires afin de développer les relations économiques et commerciales en deçà des attentes de la coopération entre les deux États.

Son pays, a réitéré le ministre



LAVROV, maintiendra la dynamique de soutien envers le Mali dans les divers domaines de coopération. Ainsi, les efforts de la fourniture de blé, du gasoil à notre pays vont se poursuivre, a-t-il promis. De même, les bourses d'étude et de formation accordées aux ressortissants maliens resteront maintenues.

Il s'est réjoui que le Mali et la Russie aient une concordance de vue sur

les affaires des relations internationales et africaines et le respect des principes clés des Nations unies. Il s'agit, selon lui, de la légalité souveraine des États, déplorant que ce principe ne fût pas respecté par des Occidentaux. Et pourtant, précise-t-il, celui-ci est cher aux Nations unies.

Par ailleurs, il a salué le Mali pour ses soutiens à des initiatives russes



au Conseil de sécurité des Nations unies, mais également lors d'autres rencontres internationales.

« Le Mali agit comme coauteur de nos initiatives », a indiqué M. LAVROV, relevant la nécessité de coordination de la politique internationale des deux pays.

Abordant la question de la CEDEAO avec le retrait des pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) comprenant le Mali, le Burkina Faso et le Niger, le ministre russe des Affaires étrangères a souhaité que les problèmes qui existent dans les rapports entre ces pays soient résolus sur la base « des solutions africaines ». Selon lui, aux problèmes africains, il faut des solutions africaines.

D'entrée de jeu, le ministre DIOP a rappelé que la visite s'inscrivait en droite ligne de la continuation des échanges et des consultations politiques entre les deux pays et surtout l'examen des coopérations bilatérales entre le Mali et la Russie.

« Nous voudrions exprimer notre

appréciation positive de l'excellence des relations entre le Mali et la Russie au plan sécuritaire qui a enregistré des progrès notables. Elle a permis de renforcer la capacité des forces de défense et de sécurité du Mali », a félicité le ministre DIOP, soulignant que la reprise de Kidal en novembre dernier est une illustration des retombées de cette coopération.

Cette localité, pendant une décennie, a échappé au contrôle de l'autorité de l'Etat et était occupée par des groupes armés hostiles au pouvoir central et qui incarnent des velléités séparatistes. Après cette étape majeure de la réaffirmation de la présence de l'Etat sur l'ensemble du territoire national, le ministre DIOP a informé Moscou du démarrage du processus du dialogue inter-Maliend initié par le président Assimi GOITA, en appelant les Maliens, lors de son adresse du nouvel an, à la paix.

« Un dialogue direct entre Maliens à l'abri de toute ingérence extérieure pour pouvoir trouver les voix de la paix et de la réconciliation nationale.

Le comité de pilotage de ce dialogue qui est à pied d'œuvre va décider de la façon d'asseoir la paix et la réconciliation sur une base durable. Nous demandons également à tous nos partenaires de s'inscrire dans cette dynamique parce que nul n'aime notre pays plus que nous-mêmes. Nul n'a la solution aux problèmes maliens mieux que nous-mêmes », a déclaré Abdoulaye DIOP, soulignant qu'au-delà des coopérations bilatérales le Mali et la Russie partagent de nombreuses convictions contre l'ingérence dans les affaires internes d'un Etat, la politisation des droits de l'homme.

Sur le plan humanitaire, il a félicité la Russie qui tient ses engagements en affirmant que les livraisons de blé, d'engrais et de gasoil sont effectives. Avant de déclarer que son pays s'oppose au néocolonialisme, aux sanctions et à l'instrumentalisation des organisations internationales.

PAR SIKOU BAH
INFO MATIN

Rentrée artistique et culturelle de Yamarou photo : Les arts à la rencontre des couches populaires

L'association Yamarou photo (A.Y.P) a organisé à Bamako, les 23 et 24 février 2024, sa rentrée artistique et culturelle «SAN NIE-BILA». Plusieurs activités étaient au programme de cette rentrée qui traduit l'ambition du directeur artistique de "faire la promotion de l'art au plus près de la communauté".



Le top départ de cette rentrée artistique et culturelle a été donné, le 23 février au Conservatoire des arts et métiers Bala Faséké Kouyaté, par un Master class animé par le célèbre designer Cheick Diallo. Le directeur artistique de Yamarou Photo, Seydou Camara, a émis le vœu en ce master class, le début d'une collaboration entre son association et le Conservatoire pour le grand bonheur de ses étudiants, artistes de demain. Il a remercié Cheick Diallo pour sa constante disponibilité et son sens élevé de partage des connaissances avec la nouvelle génération.

Dans l'après-midi, le Cinéma de Médina Coura a accueilli les invités pour la cérémonie officielle d'ouverture. Une véritable fête au cœur de ce quartier populaire. La présence massive du public a donné un cachet particulier à l'événement qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de son programme «Entre fragilité et rigidité, un projet photographique de développement des communautés» sur financement de la Fondation Doen. Ce programme est un ensemble d'activités autour de la photographie en collaboration avec toutes les branches du secteur en vue de conforter la résilience des

artistes eux-mêmes et celle des communautés durement touchées par la crise multidimensionnelle qui secoue le Mali.

Défilé de mode, projection du film "Toiles d'araignée" de Ibrahim Touré, pièce de théâtre, cirque, conte avec les enfants, restitution de l'atelier-photo avec les jeunes du quartier de Médina-Coura, performance avec des artistes plasticiens et designers, exposition-photos étaient au cœur de cette rentrée artistique et culturelle. Les artistes ont exposé leurs produits et savoir-faire pour le plus grand plaisir des visiteurs ma-

nifestement émerveillés.

L'objectif général recherché à travers ces activités est de créer une synergie d'actions entre les différents arts par la mise en place d'un

espace de création et de valorisation des œuvres artistiques et culturelles.

L'Association Yamarou Photo [A.Y.P.] est un centre de formation

et d'échanges créé par un groupe de professionnels de la photographie qui vise le développement et la professionnalisation du secteur au Mali.



Chiaka Doumbia

Seydou Camara, Directeur artistique de Yamarou Photo :
«Mon objectif, c'est de faire la promotion de l'art au plus près de la communauté»

Jeune photographe de renommée

internationale, Seydou Camara ambitionne d'amener les arts vers les couches populaires. Le directeur artistique de Yamarou Photo explique le choix du quartier de Médina-Coura pour abriter cette rentrée artistique et culturelle. «Mon objectif, c'est de faire la promotion de l'art au plus près de la communauté.

C'est pourquoi nous avons choisi le cinéma de Médina Coura pour réunir toutes les disciplines de l'art afin que notre communauté s'intéresse à l'art et comprenne ce que nous faisons».

CD
LE CHALLENGER

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikile.com

Burundi:

Soldats détenus pour avoir refusé de combattre le M23 au Congo



Des dizaines de soldats burundais ont récemment été arrêtés pour avoir refusé d'être déployés dans l'est du Congo afin de lutter contre le groupe rebelle M23, qui menace la ville de Goma. Selon des sources au sein de l'administration pénitentiaire citées par l'Associated Press, ces soldats dissidents sont actuellement détenus dans au moins quatre prisons à travers le Burundi.

Les arrestations des soldats ayant refusé de partir en mission ont commencé en décembre et ont conduit à l'emprisonnement de plus de 200

d'entre eux. La prison de Rumonge, située dans le sud-ouest du pays, accueille au moins 103 de ces soldats, selon des gardiens de prison. D'autres sont détenus dans des centres de détention provisoire à Ngozi, Ruyigi et Bururi, respectivement dans le nord, l'est et le sud du pays.

Certains soldats ont été renvoyés de l'armée, tandis que d'autres ont été acquittés. Les autorités burundaises n'ont pas encore commenté ces arrestations ni révélé le nombre exact de troupes burundaises déployées dans l'est de la RDC. Le porte-parole

militaire burundais, Gaspard Baratuza, n'a pas répondu aux demandes de commentaires.

Les affrontements entre le M23 et les troupes congolaises, soutenues par le Rwanda selon les États-Unis, ont récemment pris de l'ampleur, les rebelles menaçant la ville de Goma à la frontière rwandaise. Le président burundais Évariste Ndayishimiye a confirmé la présence de troupes burundaises dans l'est du Congo en vertu d'un accord de défense avec les autorités congolaises.

Lors d'une émission publique le

29 décembre, le président Ndayishimiye a souligné l'importance d'aider le Congo en déclarant : "Aider le Congo, c'est défendre notre pays". Il a également ajouté que la participation des soldats burundais à cette mission était une forme de légitime défense pour le Burundi.

La détention de soldats burundais pour avoir refusé de combattre le M23 au Congo soulève des questions sur la politique étrangère du Burundi et la nature de son engagement militaire dans la région. Les tensions persistent entre les différentes parties impliquées, et l'avenir de la situation demeure incertain. La région des Grands Lacs, comprenant le Rwanda, le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC), est en proie à des tensions croissantes en raison des accusations mutuelles de soutien à des groupes rebelles violents opérant dans l'est de la RDC.

Le président congolais Felix

Tshisekedi a accusé le gouvernement rwandais de soutenir activement le groupe rebelle M23, contrôlant des territoires proches de la frontière rwandaise. Des experts de l'ONU ont mentionné des preuves solides impliquant des membres des forces armées rwandaises dans le soutien aux rebelles dans l'est de la RDC, bien que Kigali ait toujours nié ces allégations.

Conflit régional dans la région des Grands Lacs d'Afrique

Parallèlement, le Burundi accuse le Rwanda de soutenir un autre groupe rebelle, RED-Tabara, basé au Congo et opposé au gouvernement burundais. RED-Tabara a revendiqué plusieurs attaques meurtrières au Burundi, la dernière ayant causé au moins neuf décès le dimanche précédent. En réaction présumée au soutien du Rwanda à RED-Tabara, le Burundi a suspendu ses relations diplomatiques avec le Rwanda le mois

dernier et a fermé sa frontière.

Les États-Unis ont appelé à une désescalade des tensions dans l'est de la RDC, où le M23 est l'un des nombreux groupes armés actifs cherchant à contrôler les ressources de la région et commettant des massacres. Les autorités rwandaises ont exprimé leurs préoccupations concernant ce groupe armé, rejetant les appels des États-Unis à retirer leurs troupes et systèmes de missiles du territoire congolais.

Cette situation complexe souligne les enjeux politiques, sécuritaires et économiques dans la région des Grands Lacs, nécessitant une coopération régionale et internationale pour résoudre les conflits, promouvoir la stabilité et protéger les populations civiles.

Karamoko B Keita



Tension meurtrière au Tchad : L'opposant Yaya Dillo assassiné à N'Djamena



Le climat politique tendu au Tchad s'est tragiquement aggravé avec l'assassinat de l'opposant Yaya Dillo, figure majeure de l'opposition au président de transition Mahamat Idriss Deby Itno. Mercredi, des affrontements meurtriers ont secoué la capitale N'djamena, culminant avec la mort de Dillo lors d'un échange de tirs avec les forces de sécurité, selon les déclarations du procureur Oumar Mahamat Kelaye.

Yaya Dillo, connu pour son opposition farouche au régime en place, était le leader du Parti socialiste sans frontières (PSF), parti d'opposition ayant été au cœur des récents affrontements. Les autorités ont désigné les militants du PSF comme responsables des violences survenues à N'djamena, marquées par des tirs nourris à proximité du siège du

parti.

Dans un développement choquant, le Général Saley Deby Itno, oncle du défunt Yaya Dillo et membre du PSF, a été arrêté par les forces armées et conduit à la présidence. Son arrestation intervient dans un contexte de tensions extrêmes, alors que plusieurs sources confirment une opération militaire au domicile de Saley Deby. Les risques pesant sur sa vie sont réels, à l'instar de ce qui est advenu à Yaya Dillo.

Par ailleurs, une scène macabre s'est déroulée à la télévision nationale, où le président Mahamat Kaka a humilié publiquement Saley Deby en l'exhibant avec d'autres prisonniers, tous présentés comme des ennemis de l'État. Cette mise en scène, dénoncée comme cynique et dégradante, a suscité l'indignation au sein

de la population tchadienne.

En parallèle de ces événements tragiques, le "Comité d'Investigation, de Contrôle contre les actions des USA en Centrafrique" a dénoncé la présence de la société militaire privée Bancroft en République centrafricaine, soulevant de nouvelles interrogations sur les relations internationales du Tchad.

La tension politique est à son comble au Tchad alors que le pays se prépare à une élection présidentielle le 6 mai prochain, à laquelle devaient participer Yaya Dillo et Mahamat Idriss Deby Itno. Ces événements récents laissent planer un climat d'incertitude et de crainte quant à l'avenir politique du pays, marqué par la violence et les divisions.

Fatou Sissoko

Senegal: Un autre pirogue chavire



J'apprends ce matin un énième drame qui a touché des jeunes sénégalais qui ont décidé de partir. 23 personnes sont mortes aujourd'hui en méditerranée en essayant de partir en Occident, choisissant l'immigration de façon clandestine.

Ils se sont éteints sans crier gare, comme ils ont rejoint en silence sur la pointe des pieds ce chemin si périlleux.

Cela me rappelle encore quelques mois, en novembre 2023 lorsque j'ai été touchée par la mort dans les mêmes circonstances d'un jeune activiste Papito Kara, emprisonné pendant plusieurs mois et qui venait à peine de sorti de prison.

Ces tragédies soulèvent des questions pour moi. Je sais qu'il y a autant de raisons que de migrants, et ce sont ces diverses raisons que j'aimerais comprendre.

J'aimerais comprendre pourquoi des pays qui présentent des bons indices de développement comme le Sénégal

voient-ils leur jeunesse sombrer dans un tel désespoir et pessimisme ?

A voir certains profils, je me pose encore la question à savoir si l'immigration clandestine est toujours liée au fait de chercher à s'autonomiser financièrement ? Comme Papito Kara par exemple.

La plupart des livres, articles ou films que j'ai consommé sur ces sujets, l'ont très souvent traité sous le prisme financier, ou pour fuir la guerre dans certains cas. Mais dans le 2ème cas, et selon les statistiques, il y a moins de migrants qui viennent des pays du Sahel (en proie à une grande insécurité) que des pays de la sous régions stables et développés. Ce qui reste paradoxal.

Existe-t-il d'autres raisons que les médias manquent ?

Y a-t-il d'autres facteurs endogènes, internes, d'autres raisons qui relèvent plus des facteurs sociaux, des dynamiques locales qui explique que ces jeunes veulent défier

tous les anges (ou démons) de la morts pour aller en Occident ?

J'ai envie de comprendre comment en connaissance des conditions, des risques, et ce par diverses voies, du passeur au bateau, de l'atlantique, à la méditerranée, du désert, des enclaves, des grilles des barbelés aux balles des policiers de ces frontières.

Comment des jeunes choisissent de partir en sachant que le chemin n'était qu'obstacle sans certitude d'arriver à destination, sachant que le risque d'être rapatrié existait. Ou encore le risque d'empêcher ces bateaux d'arriver a port au nom du contrôle du flux migratoire.

Paix aux âmes de tous ces "sans identités" et " sans histoires" qui ont péri soit en mer ou dans le désert.

La Tribune est ouverte à toute contribution et question reste posée.

immigration Afrique Sahel Mali
senegal
Sadya Touré

Cameroun :

Samuel Eto'o veut porter plainte contre la CAF, les raisons



Au Cameroun, le président de la Fecafoot, Samuel Eto'o a décidé de prendre des mesures fortes contre la Confédération Africaine de Football (CAF).

Le patron de l'instance faïtière du football camerounais a décidé de porter plainte contre la Confédération Africaine de Football.

La plainte sera déposée dans le cadre des enquêtes en cours dans l'affaire relative au trucage des matchs.

C'est l'annonce faite par l'ex-international lors de son interview exclusive accordée à France 24 ce mercredi 28 février 2024.

En effet, Samuel Eto'o a été accusé auprès de la CAF par des acteurs du football camerounais, dont son ancien vice-président, de trucage de matchs et d'autres délits tels que la corruption, le trafic d'influence.

Suite à ces accusations, la confédération africaine avait alors annoncé l'ouverture d'une enquête contre le président de la FECAFOOT.

Toutefois, la CAF avait tenu à notifier que « bien que les allégations soient à pre-

mière vue sérieuses, M. Samuel Eto'o est présumé innocent jusqu'à ce qu'une instance judiciaire appropriée conclue le contraire ».

Invité sur France 24 ce mercredi, l'ex-joueur du Barça a brisé le silence sur cette affaire et a annoncé qu'il allait entreprendre une procédure judiciaire contre l'instance faïtière du football africain pour que son intégrité soit rétablie.

« Je n'ai jamais été interrogé sur ce qu'on me reprochait. J'ai donc mandaté mes avocats pour qu'ils portent plainte contre la CAF et que les responsabilités soient établies.

C'était trop facile de salir tout ce que j'ai pu construire pendant ces quelques années dans le monde du football. La CAF s'est lancée beaucoup trop tôt dans un communiqué. C'est un comportement inacceptable », a-t-il souligné.....

Au Cameroun, le président de la Fecafoot, Samuel Eto'o a décidé de prendre des mesures fortes contre la Confédération Africaine de Football (CAF).

Le patron de l'instance faïtière du foot-

ball camerounais a décidé de porter plainte contre la Confédération Africaine de Football.

La plainte sera déposée dans le cadre des enquêtes en cours dans l'affaire relative au trucage des matchs.

C'est l'annonce faite par l'ex-international lors de son interview exclusive accordée à France 24 ce mercredi 28 février 2024.

En effet, Samuel Eto'o a été accusé auprès de la CAF par des acteurs du football camerounais, dont son ancien vice-président, de trucage de matchs et d'autres délits tels que la corruption, le trafic d'influence.

Suite à ces accusations, la confédération africaine avait alors annoncé l'ouverture d'une enquête contre le président de la FECAFOOT.

Toutefois, la CAF avait tenu à notifier que « bien que les allégations soient à première vue sérieuses, M. Samuel Eto'o est présumé innocent jusqu'à ce qu'une instance judiciaire appropriée conclue le contraire ».

Invité sur France 24 ce mercredi, l'ex-joueur du Barça a brisé le silence sur cette affaire et a annoncé qu'il allait entreprendre une procédure judiciaire contre l'instance faïtière du football africain pour que son intégrité soit rétablie.

« Je n'ai jamais été interrogé sur ce qu'on me reprochait. J'ai donc mandaté mes avocats pour qu'ils portent plainte contre la CAF et que les responsabilités soient établies.

C'était trop facile de salir tout ce que j'ai pu construire pendant ces quelques années dans le monde du football. La CAF s'est lancée beaucoup trop tôt dans un communiqué. C'est un comportement inacceptable », a-t-il souligné.

Source : L-fri



Bélier (21 mars - 19 avril)

Soyez prêt à surmonter des défis imprévus. Votre patience et votre persévérance seront mises à l'épreuve. Aujourd'hui, vous pourriez vous sentir bloqué dans votre carrière. Les opportunités d'avancement peuvent sembler hors de portée, entraînant de la frustration. Veillez à prendre des pauses pour éviter le surmenage. Et si vous profitez de cette journée plutôt maussade pour prendre le temps de faire le point sur vos objectifs ?



Taureau (20 avril - 19 mai)

Le changement vous fait peur. Vous aimez le travail routinier et vous détestez prendre des risques. Vous pourriez avoir à faire face à quelques remaniements au sein de votre société, qui nécessiteront de votre part une certaine souplesse et un grand esprit d'initiative. Vous serez obligé de vous adapter à une situation nouvelle, pas toujours confortable. C'est le moment idéal pour faire preuve de flexibilité et d'aisance au travail.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Il vous arrive d'avoir le sentiment que vos tâches sont répétitives, et de vous ennuyer par moment. Afin de rompre cette routine, instaurez par exemple une règle selon laquelle vous ne devez pas quitter votre travail sans avoir appris quelque chose de nouveau. Cela pourrait être en bureautique ou dans tout autre domaine. À chaque nouveau jour un nouvel apprentissage : l'ennui et la routine pourraient disparaître comme par magie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre perspicacité et votre passion vous positionnent naturellement dans des rôles exigeants. Vous excellez dans des domaines qui nécessitent de la recherche, de la psychologie ou de la gestion de crise. Votre capacité à décortiquer les situations complexes et à gérer des situations difficiles fait de vous un atout précieux. Ne négligez pas votre vie privée, et pensez à vous ressourcer pour conserver votre enthousiasme et votre énergie au travail.



Lion (22 juillet - 23 août)

Aujourd'hui, les astres vous invitent à trouver un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Vous avez tendance à vous laisser dévorer par votre travail. Même si vous en retirez une certaine satisfaction et une compensation financière intéressante, essayez de vous interroger sur vos priorités. Qu'est-ce qui compte vraiment pour vous ? Vous allez par la suite prendre une décision qui changera votre mode de vie.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Conflits et désaccord... vous êtes entouré d'énergies négatives et vous en souffrez. Essayez autant que possible de vous tenir éloigné de cela. En effet, elle risquerait de nuire à votre productivité et au goût que vous avez à faire votre travail. Prenez votre mal en patience, cette mauvaise ambiance ne devrait pas durer. Focalisez-vous sur le positif et continuez à avancer sans vous retourner.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous vous dispersez dans votre travail. Vous passez d'une tâche à une autre sans avoir terminé la première, et ainsi de suite. Et vers la fin, vous vous retrouvez avec de nombreux projets entamés qui restent en suspens. Il est évident que cela part d'une bonne intention, celle de vouloir accomplir un maximum de choses, mais finalement, aucun de vos buts n'est atteint. Avancez doucement, mais sûrement, un projet à la fois, et vous y verrez plus clair.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous disposerez d'une excellente énergie qui vous permettra de venir à bout de tout le travail à abattre, y compris les tâches les moins gratifiantes. Votre motivation et votre bonne volonté sont des atouts très appréciés. Non seulement vous réalisez un travail colossal, mais vous êtes toujours prêt à rendre service. Ces belles qualités professionnelles font de vous une personne centrale si vous travaillez en équipe.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si vous avez traversé des difficultés professionnelles au cours des derniers mois, vous voyez enfin le bout du tunnel. Votre autorité n'est plus contestée, et vous pouvez à nouveau occuper le devant de la scène. Ceux qui attendaient de vous voir échouer seront déçus : vous réussirez remarquablement. N'en faites pas trop et sachez rester humble pour ne pas attirer la convoitise.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous recherchez un emploi, vous pourriez avoir un coup de téléphone important aujourd'hui. Votre vie professionnelle est sur le point de prendre un nouveau tournant. Si vous êtes déjà en poste, votre patience portera ses fruits. La signature d'un contrat, une augmentation ou une promotion vous attendent peut-être. Vous aurez probablement une nouvelle à fêter ce soir. Vous l'avez amplement mérité, profitez-en !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre métier exige de vous des voyages assez fréquents, mais votre partenaire ne voit pas cela d'un bon œil. Vos déplacements répétés et votre indisponibilité sont source de conflits. Pourtant, vous aimez votre travail et vous ne le quitteriez pour rien au monde. S'il n'est pas possible de réduire vos déplacements, expliquez à votre partenaire que votre travail fait partie intégrante de votre vie et qu'il vous apporte beaucoup de bonheur.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez l'impression d'être prisonnier d'une routine de travail. Les journées se ressemblent toutes et vous avez aujourd'hui l'envie de briser ce cercle. Écoutez votre instinct et offrez-vous le luxe d'une pause. Profitez-en pour réfléchir à vos objectifs professionnels, à la façon dont vous envisagez l'avenir. Vous allez obtenir beaucoup de réponses à vos questions et cela vous permettra d'avancer.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Les travaux débute aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23